

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2020

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Michael Finnerty, atteste la véracité du Rapport financier de Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

[Originale signée]

Signature _____ Date 12 février 2021

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	21
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	22
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	23
Charges par objets	24
Excédent (déficit) accumulé	25
Avantages sociaux futurs	29

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	37
Analyse des charges	49

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue,

Opinion

J'ai effectué l'audit des états financiers de la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, (l'« entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2020 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, au 31 décembre 2020, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendant de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à mon audit des états financiers au Canada et je me suis acquitté des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

J'attire l'attention sur le fait que la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Mon opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers.

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- J'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et mets-en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- J'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- J'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si je

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenu d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

· J'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

[Original signé par]

Daniel Tétreault CPA Inc.
Amos, le 12 février 2021

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalizations	
		2020	2020	2019
Revenus				
Taxes	1	11 662 933	11 352 067	11 233 330
Compensations tenant lieu de taxes	2	3 697 470	3 792 284	3 896 527
Quotes-parts	3			
Transferts	4	2 085 333	3 723 768	2 408 548
Services rendus	5	183 112	90 675	384 004
Imposition de droits	6	344 600	899 097	472 986
Amendes et pénalités	7	255 000	140 055	261 292
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	102 667	99 528	140 003
Autres revenus	10			12 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	18 331 115	20 097 474	18 808 690
Charges				
Administration générale	14	3 361 921	3 106 500	3 430 476
Sécurité publique	15	4 164 943	4 120 776	3 923 033
Transport	16	6 490 593	5 868 133	5 446 359
Hygiène du milieu	17	1 546 729	1 691 561	1 513 806
Santé et bien-être	18	94 238	94 101	84 200
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 266 973	1 106 236	1 014 020
Loisirs et culture	20	2 695 063	2 227 659	2 317 042
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	301 223	279 082	264 851
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	19 921 683	18 494 048	17 993 787
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(1 590 568)	1 603 426	814 903
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		24 668 883	23 853 980
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		24 668 883	23 853 980
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		26 272 309	24 668 883

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	6 979 161	1 184 854
Débiteurs (note 5)	2	3 289 400	3 015 833
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	10 268 561	4 200 687
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 660 661	2 222 194
Revenus reportés (note 12)	12	110 042	135 847
Dette à long terme (note 13)	13	12 217 915	8 957 855
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	1 302 829	1 233 428
Autres passifs (note 14)	15		
	16	16 291 447	12 549 324
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(6 022 886)	(8 348 637)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 16)	18	32 295 195	33 017 520
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19		
Stocks de fournitures	20		
Autres actifs non financiers (note 18)	21		
	22	32 295 195	33 017 520
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	26 272 309	24 668 883

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2020	2020	2019
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 590 568)	1 603 426	814 903
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	2 500 000)	1 586 386)	3 662 049)
Produit de cession	3			
Amortissement	4	2 275 000	2 308 711	2 185 014
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(225 000)	722 325	(1 477 035)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10			
Variation des autres actifs non financiers	11			
	12			
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	14			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	15	(1 815 568)	2 325 751	(662 132)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	16		(8 348 637)	(7 686 505)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	17			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	18			
Solde redressé	19		(8 348 637)	(7 686 505)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	20		(6 022 886)	(8 348 637)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 603 426	814 903
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement (note 16)	2	2 308 711	2 185 014
Autres			
▪	3		
▪	4		
	5	3 912 137	2 999 917
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(273 567)	(42 615)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	438 467	303 688
Revenus reportés	9	(25 805)	(170 894)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	69 401	34 948
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13		
	14	4 120 633	3 125 044
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(1 586 386)	(3 662 049)
Produit de cession	16		
	17	(1 586 386)	(3 662 049)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	4 000 000	
Remboursement de la dette à long terme	24	(721 400)	(750 800)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(18 540)	15 359
Autres			
▪	27		
▪	28		
	29	3 260 060	(735 441)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	5 794 307	(1 272 446)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	1 184 854	2 457 300
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	1 184 854	2 457 300
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	6 979 161	1 184 854

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue est un organisme municipal créé le 1 janvier 2006, en vertu de la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités (L.Q. 2003, chapitre 14), de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., c. E-20.001) ainsi que du décret n 1229-2005 du 8 décembre 2005 concernant l'agglomération de Montréal, date à laquelle les actifs, les passifs et les surplus sont partagés avec la Ville de Montréal. La Ville demeurera liée avec les municipalités reconstituées ainsi que la Ville de Montréal résiduelle par l'intermédiaire de l'agglomération de Montréal.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 13 et 14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 16-1, 16-2 et 16-3 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 18.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S/O

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

S/O

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

sont gagnés.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

S/O

a) Actifs financiers

S/O

b) Actifs non financiers

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode linéaire et les périodes suivantes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Catégories	Taux/période
Infrastructures ans	5, 10, 15, 20, 25, 30, 35 et 40
Bâtiments	10, 20, 25 et 40 ans
Véhicules	5, 7, 10, 15 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	3, 5, 10 et 20 ans
Machinerie, outillage et équipement	5, 10 et 20 ans
Améliorations locatives	10 ans

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et

- l'assurance vie offertes aux retraités;

- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.

L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :
 - à titre de mesure d'allègement pour les excédents de la charge sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : DMERCA.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2020	2019
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	6 979 161	1 184 854
Découvert bancaire	2 ()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	6 979 161	1 184 854
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

Note**5. Débiteurs**

		2020	2019
Taxes municipales	11	809 630	815 542
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	2 250 518	1 706 556
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	71 894	477 103
Organismes municipaux	15	14 885	4 030
Autres			
▪	16	142 473	12 602
▪	17		
	18	3 289 400	3 015 833
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	660 137	799 473
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	660 137	799 473
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23		

Note**6. Prêts**

		2020	2019
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Note**7. Placements de portefeuille**

		2020	2019
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs**

		2020	2019
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(1 302 829)	(1 233 428)
	37	(1 302 829)	(1 233 428)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	72 358	37 727
Régimes à cotisations déterminées	40	186 051	185 269
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	27 374	26 877
	43	285 783	249 873

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2020	2019
Propriétés destinées à la revente (note 17)	44		
Autres	45		
	46		

Note**10. Emprunts temporaires**

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

11. Crédoiteurs et charges à payer

		2020	2019
Fournisseurs	47	1 200 205	560 564
Salaires et avantages sociaux	48	710 885	613 944
Dépôts et retenues de garantie	49	305 405	644 600
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Autres			
▪ Organismes municipaux	51	368 855	353 669
▪ Intérêts sur la dette @ It	52	50 311	49 417
▪ Poste de pompage	53	25 000	
▪	54		
▪	55		
	56	2 660 661	2 222 194

Note**12. Revenus reportés**

		2020	2019
Taxes perçues d'avance	57	8 453	8 535
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs et terrains de jeux	60	101 589	127 312
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Autres			
▪	67		
▪	68		
▪	69		
▪	70		
	71	110 042	135 847

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2020	2019
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	2,50	2024	2043	72	12 288 700	9 010 100
Obligations et billets en monnaies étrangères					73		
Gains (pertes) de change reportés					74		
					75		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					76		
Organismes municipaux					77		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					78		
Autres					79		
					80	12 288 700	9 010 100
Frais reportés liés à la dette à long terme					81	(70 785)	(52 245)
					82	12 217 915	8 957 855

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2020
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2021	83		820 700			820 700
2022	84		840 100			840 100
2023	85		859 400			859 400
2024	86		880 000			880 000
2025	87		825 400			825 400
2026 et plus	88		8 063 100			8 063 100
	89		12 288 700			12 288 700
Intérêts et frais accessoires	90					
	91		12 288 700			12 288 700

Note**14. Autres passifs**

	2020	2019
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	92	
Assainissement des sites contaminés	93	
Autres		
▪	94	
▪	95	
▪	96	
▪	97	
	98	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

15. Actifs financiers nets (dette nette)

		2020	2019
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	99	(6 022 886)	(8 348 637)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	100 ())
Autres	101 ())
	102	(6 022 886)	(8 348 637)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

16. Immobilisations

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	103	7 801 732			7 801 732
Eaux usées	104	5 472 023			5 472 023
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	105	30 297 039	1 098 908		31 395 947
Autres					
▪	106	10 507 801	135 458		10 643 259
▪	107				
Réseau d'électricité	108				
Bâtiments	109	5 281 640	(8 898)		5 272 742
Améliorations locatives	110	37 023			37 023
Véhicules	111	2 123 086	272 087		2 395 173
Ameublement et équipement de bureau	112	378 425			378 425
Machinerie, outillage et équipement divers	113	1 092 997	88 831		1 181 828
Terrains	114	955 012			955 012
Autres	115	826 409			826 409
	116	64 773 187	1 586 386		66 359 573
Immobilisations en cours	117				
	118	64 773 187	1 586 386		66 359 573
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	4 118 293	197 303		4 315 596
Eaux usées	120	2 685 116	113 709		2 798 825
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	13 937 390	1 000 561		14 937 951
Autres					
▪	122	5 513 304	540 967		6 054 271
▪	123				
Réseau d'électricité	124				
Bâtiments	125	2 130 037	219 936		2 349 973
Améliorations locatives	126	37 023			37 023
Véhicules	127	1 316 002	163 056		1 479 058
Ameublement et équipement de bureau	128	378 425			378 425
Machinerie, outillage et équipement divers	129	885 746	27 586		913 332
Autres	130	754 331	45 593		799 924
	131	31 755 667	2 308 711		34 064 378
VALEUR COMPTABLE NETTE	132	33 017 520			32 295 195
Biens loués en vertu de contrats de location- acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	133				
Amortissement cumulé	134	()	()	()	()
Valeur comptable nette	135				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

17. Propriétés destinées à la revente

	2020	2019
Immeubles de la réserve foncière	136	
Immeubles industriels municipaux	137	
Autres	138	
	139	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	140	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	141	

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2020	2019
Frais payés d'avance		
▪	142	
▪	143	
▪	144	
Autres		
▪	145	
▪	146	
	147	

Note**19. Obligations contractuelles**

En vertu de divers contrats, la Ville s'est engagée pour les années futures pour une somme globale de 730 241 \$. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville devra prévoir pour les cinq prochains exercices financiers les sommes suivantes :

2021	\$ 641 470
2022	\$ 34 274
2023	\$ 18 799
2024	\$ 18 799
2025+	\$ 16 899

20. Droits contractuels

S/O

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2020	2019
	148		

N/A

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

B) Auto-assurance

N/A

C) Poursuites

S/O

D) Autres

N/A

22. Actifs éventuels

S/O

23. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

25. Instruments financiers

S/O

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget 2020		Réalizations 2020		Réalizations 2019
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	11 662 933	11 352 067		11 352 067	11 233 330
Compensations tenant lieu de taxes	2	3 697 470	3 792 284		3 792 284	3 896 527
Quotes-parts	3					
Transferts	4	2 085 333	2 587 660		2 587 660	2 042 174
Services rendus	5	183 112	90 675		90 675	384 004
Imposition de droits	6	344 600	899 097		899 097	472 986
Amendes et pénalités	7	255 000	140 055		140 055	261 292
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	102 667	99 528		99 528	140 003
Autres revenus	10					12 000
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	18 331 115	18 961 366		18 961 366	18 442 316
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		1 136 108		1 136 108	366 374
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
	20		1 136 108		1 136 108	366 374
	21	18 331 115	20 097 474		20 097 474	18 808 690
Charges						
Administration générale	22	3 251 921	2 988 346	118 154	3 106 500	3 430 476
Sécurité publique	23	4 144 943	4 103 361	17 415	4 120 776	3 923 033
Transport	24	4 830 593	4 206 223	1 661 910	5 868 133	5 446 359
Hygiène du milieu	25	1 251 729	1 407 130	284 431	1 691 561	1 513 806
Santé et bien-être	26	94 238	94 101		94 101	84 200
Aménagement, urbanisme et développement	27	1 266 973	1 106 236		1 106 236	1 014 020
Loisirs et culture	28	2 505 063	2 000 858	226 801	2 227 659	2 317 042
Réseau d'électricité	29					
Frais de financement	30	301 223	279 082		279 082	264 851
Effet net des opérations de restructuration	31					
Amortissement des immobilisations	32	2 275 000	2 308 711	(2 308 711)		
	33	19 921 683	18 494 048		18 494 048	17 993 787
Excédent (déficit) de l'exercice	34	(1 590 568)	1 603 426		1 603 426	814 903

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020		2019
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 590 568)	1 603 426	814 903
Moins : revenus d'investissement	2	()	(1 136 108)	(366 374)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(1 590 568)	467 318	448 529
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	2 275 000	2 308 711	2 185 014
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	2 275 000	2 308 711	2 185 014
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17	(721 400)	(582 064)	(620 294)
	18	(721 400)	(582 064)	(620 294)
Affectations				
Activités d'investissement	19	()	(30 201)	(252 909)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		48 666	27 131
Excédent de fonctionnement affecté	21	548 000	595 244	110 868
Réserves financières et fonds réservés	22	(446 032)	(446 781)	(440 719)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(65 000)	(84 183)	(93 245)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	36 968	82 745	(648 874)
	26	1 590 568	1 809 392	915 846
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		2 276 710	1 364 375

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	1 136 108	366 374
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(88 831)	()
Sécurité publique	3	()	()
Transport	4	(1 497 555)	(2 989 071)
Hygiène du milieu	5	()	(605 978)
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	(67 000)
Loisirs et culture	8	()	()
Réseau d'électricité	9	()	()
	10	(1 586 386)	(3 662 049)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	4 000 000	
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	30 201	252 909
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		69 304
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17	360 918	36 893
	18	391 119	359 106
	19	2 804 733	(3 302 943)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	3 940 841	(2 936 569)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalisations	
		2020	2020	2019
Rémunération	1	3 505 050	3 021 406	3 232 471
Charges sociales	2	899 580	753 655	753 610
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5			
Autres biens et services	6	5 404 330	4 664 277	3 913 314
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	7	291 463	245 322	226 283
D'autres organismes municipaux	8			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	9 760	9 760	14 148
D'autres tiers	10			
Autres frais de financement	11		24 000	24 420
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12	7 377 100	7 375 842	7 628 040
Transferts	13			
Autres	14			
Autres organismes				
Transferts	15			
Autres	16			
Amortissement des immobilisations	17	2 275 000	2 308 711	2 185 014
Autres				
▪	18	159 400	91 075	16 487
▪	19			
▪	20			
	21	19 921 683	18 494 048	17 993 787

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	4 724 457	2 814 413
Excédent de fonctionnement affecté	2	2 294 367	2 571 611
Réserves financières et fonds réservés	3	1 389 918	1 304 055
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(373 157)	(288 974)
Financement des investissements en cours	5	(3 176 222)	(7 117 063)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	20 666 632	24 806 893
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	26 272 309	24 668 883

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	4 724 457	2 814 413
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	4 724 457	2 814 413

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪	12		
▪ Hôpital	13	1 973 117	2 020 361
▪ Travaux reportés	14	318 000	548 000
▪ Stationnement	15	3 250	3 250
▪	16		
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	2 294 367	2 571 611
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	2 294 367	2 571 611

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	27		
▪	28		
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32		
<hr/>			
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	33		
▪	34		
▪	35		
	36		
<hr/>			
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	1 246 066	1 160 203
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	143 852	143 852
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
▪	45		
▪	46		
	47	1 389 918	1 304 055
	48	1 389 918	1 304 055

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (	)(288 974)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()(
Autres	52 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 ()(
	54 (	)(288 974)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ()(
Assainissement des sites contaminés	56 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ()(
Autres		
▪	58 ()(
▪	59 ()(
	60 (	)(288 974)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 ()(
Intérêts sur la dette à long terme	62 ()(
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ()(
Utilisation du fonds de roulement	64 ()(
Mesure relative aux frais reportés	65 ()(
Autres		
▪	66 ()(
▪	67 ()(
	68 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	70 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 ()(
Autres		
▪	72 ()(
▪	73 ()(
	74 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
▪	79	
	80	
	81 (	)(288 974)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82	
Investissements à financer	83 (3 176 222)	(7 117 063)
	84	(3 176 222) (7 117 063)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85	32 295 195 33 017 520
Propriétés destinées à la revente	86	
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90	32 295 195 33 017 520
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92	32 295 195 33 017 520
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (12 217 915)	(8 957 855)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (70 785)	(52 245)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	660 137 799 473
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (11 628 563)	(8 210 627)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ()	()
	100 (11 628 563)	(8 210 627)
	101	20 666 632 24 806 893

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()	()
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()	()
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()	()
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29		
▪	30		
▪	31		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	()	()
Rendement espéré des actifs	34		
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35		
Charge de l'exercice	36		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	
Prestations versées au cours de l'exercice	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
 À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	1

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

Le régime est un régime d'assurances collectives à prestations déterminées offrant des protections d'assurance-vie et de mort et mutilation accidentelle (MMA) à tous les employés de la Ville à compter de leur retraite.

Les protections ainsi que les montants d'assurance sont déterminés en fonction de la date de retraite et l'âge atteint du retraité conformément au tableau ci-dessous.

	Protections -----	Montant -----
Retraite avant le 1 juillet 1996	Vie	4 000\$
Retraite du 1er juillet 1996 au 31 août 1998		
Vie et MMA 100% du salaire avec réduction de 50% à 65 ans et d'un autre 50% du montant restant à 70 ans		
Retraite du 1er septembre 1998 au 31 décembre 2005		
Protection individuelle à la retraite	Vie et MMA	50% du salaire avec réduction de 50% à 70 ans
Protection familiale à la retraite	Vie et MMA	100% du salaire avec réduction de 50% à 70 ans
Retraite à compter du 1er janvier 2006	Vie	100% du salaire

Les primes exigibles à l'égard de ces protections sont entièrement assumées par la Ville.

Date de la plus récente évaluation actuarielle - Janvier 2018

		2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55	(1 233 428)	(1 198 480)
Charge de l'exercice	56 (	72 358)	(37 727)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	2 957	2 779
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	(1 302 829)	(1 233 428)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (1 105 020)	(1 010 192)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (1 105 020)	(1 010 192)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (197 809)	(223 236)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice		
avant la provision pour moins-value	63 (1 302 829)	(1 233 428)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (1 302 829)	(1 233 428)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 73 538	55 137
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72 73 538	55 137
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75 73 538	55 137
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 (25 180)	(41 830)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81	
▪	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 48 358	13 307
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 24 000	24 420
Rendement espéré des actifs	85 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 24 000	24 420
Charge de l'exercice	87 72 358	37 727

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	
Prestations versées au cours de l'exercice	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	13 14
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	2,25 % 3,25 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	3,00 % 3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	
Autres hypothèses économiques		
▪	104	
▪	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2020	2019
Cotisations des élus au RREM	119	6 488	6 360
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	120	21 863	21 434
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	121	5 511	5 443
	122	27 374	26 877

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TAXES		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	11 226 203	10 929 700	10 836 868
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	11 226 203	10 929 700	10 836 868
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	430 000	415 654	386 492
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
▪	14			
▪	15			
▪	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	6 730	6 713	9 970
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	436 730	422 367	396 462
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	436 730	422 367	396 462
	27	11 662 933	11 352 067	11 233 330

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	469 949	469 179	489 522
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29	100		211
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32	470 049	469 179	489 733
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	954 444	968 881	1 058 485
Cégeps et universités	34	2 044 236	2 110 891	2 118 771
Écoles primaires et secondaires	35	131 066	125 435	125 705
	36	3 129 746	3 205 207	3 302 961
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	3 599 795	3 674 386	3 792 694
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	97 655	117 898	103 813
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	20		20
Taxes d'affaires	44			
	45	97 675	117 898	103 833
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	3 697 470	3 792 284	3 896 527

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53		495 997	
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56			
Autres	57		7 969	
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	32 000	36 322	36 582
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69			
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	35 000	44 033	49 196
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79	48 000	18 616	22 874

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82	1 824 000	1 824 000	1 824 000
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	30 000	34 676	33 688
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	25 333	25 333	27 833
Autres	89			
Réseau d'électricité				
	90			
	91	1 994 333	2 486 946	1 994 173

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	1 136 108	285 257
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108		
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		81 117
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126		
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité			
	129		
	130	1 136 108	366 374

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	46 000	57 552	48 001
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	137			
Dotations spéciales de fonctionnement	138	45 000	43 162	
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	139			
Autres	140			
	141	91 000	100 714	48 001
TOTAL DES TRANSFERTS	142	2 085 333	3 723 768	2 408 548

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	143			
Évaluation	144			
Autres	145			
	146			
Sécurité publique				
Police	147			
Sécurité incendie	148			
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153	9 800	9 743	9 486
Autres	154			
Transport collectif	155			
Autres	156			
	157	9 800	9 743	9 486
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158			
Réseau de distribution de l'eau potable	159			
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	166			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179			
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182			
Réseau d'électricité	183			
	184	9 800	9 743	9 486

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	19 535	60 913	234 227
	188	19 535	60 913	234 227
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie	190			
Sécurité civile	191			
Autres	192			
	193			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	194			
Enlèvement de la neige	195			
Autres	196			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	197			
Transport adapté	198			
Transport scolaire	199			
Autres	200			
Autres	201			
	202			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	203			
Traitement des eaux usées	204			
Réseaux d'égout	205			
Réseaux d'égout	206			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	207			
Matières recyclables	208			
Autres	209			
Cours d'eau	210			
Protection de l'environnement	211			
Autres	212	9 600	9 927	7 496
	213	9 600	9 927	7 496

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	214			
Sécurité du revenu	215			
Autres	216			
	217			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	218			
Rénovation urbaine	219			
Promotion et développement économique	220			
Autres	221	1 500	3 020	(1 511)
	222	1 500	3 020	(1 511)
Loisirs et culture				
Activités récréatives	223	135 292	3 703	126 140
Activités culturelles				
Bibliothèques	224	7 385	3 369	8 166
Autres	225			
	226	142 677	7 072	134 306
Réseau d'électricité				
	227			
	228	173 312	80 932	374 518
TOTAL DES SERVICES RENDUS	229	183 112	90 675	384 004

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	230	78 100	72 711	152 530
Droits de mutation immobilière	231	266 500	826 386	319 884
Droits sur les carrières et sablières	232			
Autres	233			572
	234	344 600	899 097	472 986
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	235	255 000	140 055	261 292
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	236			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	237	102 667	99 528	140 003
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	238			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	239			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	240			
Contributions des promoteurs	241			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	242			
Contributions des organismes municipaux	243			
Autres contributions	244			12 000
Redevances réglementaires	245			
Autres	246			
	247			12 000
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	248			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Budget 2020		Réalizations 2020		Réalizations 2019	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
	Conseil	1	235 207	217 810		217 810	238 010
	Greffe et application de la loi	2	349 199	258 642		258 642	305 754
	Gestion financière et administrative	3	1 604 664	1 567 476	56 145	1 623 621	1 198 647
	Évaluation	4	59 762	59 754		59 754	61 174
	Gestion du personnel	5					
	Autres						
	▪ 190 / Q/P	6	1 003 089	884 664	62 009	946 673	1 626 891
	▪	7					
		8	3 251 921	2 988 346	118 154	3 106 500	3 430 476
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
	Police	9	2 304 387	2 304 068		2 304 068	2 179 403
	Sécurité incendie	10	1 273 496	1 273 319		1 273 319	1 188 095
	Sécurité civile	11	4 980	4 979	17 415	22 394	18 133
	Autres	12	562 080	520 995		520 995	537 402
		13	4 144 943	4 103 361	17 415	4 120 776	3 923 033
TRANSPORT							
	Réseau routier						
	Voirie municipale	14	1 950 747	1 328 611	1 643 987	2 972 598	2 625 096
	Enlèvement de la neige	15	525 451	555 521	9 896	565 417	634 292
	Éclairage des rues	16	151 943	131 515	3 181	134 696	140 752
	Circulation et stationnement	17	90 868	79 284	4 846	84 130	116 669
	Transport collectif						
	Transport en commun	18	2 111 584	2 111 292		2 111 292	1 929 550
	Transport aérien	19					
	Transport par eau	20					
	Autres	21					
		22	4 830 593	4 206 223	1 661 910	5 868 133	5 446 359

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Budget 2020		Réalizations 2020		Total	Réalizations 2019
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	275 468	331 024		331 024	358 804
Réseau de distribution de l'eau potable	24	364 961	443 665	166 209	609 874	498 538
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26	144 668	160 623	113 709	274 332	250 638
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	176 079	237 196	1 108	238 304	236 346
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	224 164	186 788	3 405	190 193	123 796
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	59 700	41 702		41 702	41 543
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34	6 689	6 132		6 132	4 141
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	1 251 729	1 407 130	284 431	1 691 561	1 513 806
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	94 238	94 101		94 101	84 200
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	94 238	94 101		94 101	84 200

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Budget 2020		Réalizations 2020		Total	Réalizations 2019
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	966 002	846 930		846 930	730 022
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	241 721	211 847		211 847	216 006
Tourisme	49	59 250	47 459		47 459	67 992
Autres	50					
Autres	51					
	52	1 266 973	1 106 236		1 106 236	1 014 020
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	278 007	131 126	25 241	156 367	157 970
Patinoires intérieures et extérieures	54	78 956	120 129		120 129	88 073
Piscines, plages et ports de plaisance	55	215 138	161 871	4 705	166 576	173 028
Parcs et terrains de jeux	56	562 339	602 045	188 308	790 353	667 571
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	127 618	62 486		62 486	118 127
Autres	59	568 878	320 291	8 547	328 838	487 262
	60	1 830 936	1 397 948	226 801	1 624 749	1 692 031
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	396 661	325 483		325 483	364 102
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	277 466	277 427		277 427	260 909
	66	674 127	602 910		602 910	625 011
	67	2 505 063	2 000 858	226 801	2 227 659	2 317 042

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Budget 2020		Réalizations 2020		Total	Réalizations 2019
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	279 223	251 503		251 503	233 106
Autres frais	70	22 000	3 579		3 579	7 325
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71		24 000		24 000	24 420
Autres	72					
	73	301 223	279 082		279 082	264 851
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	2 275 000	2 308 711 (	2 308 711)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Analyse de la charge de quotes-parts	5
Acquisition d'immobilisations par objets	6
Analyse de la rémunération	7
Analyse des revenus de transfert par sources	7
Frais de financement par activités	8
Rémunération des élus	9

Autres renseignements

Questionnaire	10
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Réalizations 2020	Réalizations 2019
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	54 405	627 286
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	210 975	1 285 045
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	968 986	953 791
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		79 028
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11		611 116
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	(8 898)	1 890
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	272 087	36 893
Ameublement et équipement de bureau	18	88 831	
Machinerie, outillage et équipement divers	19		
Terrains	20		67 000
Autres	21		
	22	1 586 386	3 662 049

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	54 405	627 286
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	210 975	1 285 045
Autres infrastructures	27	968 986	1 643 935
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	352 020	105 783
	34	1 586 386	3 662 049

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :				
Par l'organisme municipal				
Emprunts refinancés par anticipation	1			
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme				
Excédent de fonctionnement affecté	2			
Réserves financières et fonds réservés	3			
Fonds d'amortissement	4			
Montant à la charge				
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5			
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	8 210 627	4 000 000	582 064
De la municipalité (Société de transport en commun)	7			
	8	8 210 627	4 000 000	582 064
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)				
Débiteurs				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	799 473		
Organismes municipaux	10			
Autres tiers	11			
	12	799 473	139 336	660 137
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette				
	13			
	14	799 473	139 336	660 137
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec				
	15			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16			
Autres	17			
	18	799 473	139 336	660 137
	19	9 010 100	4 000 000	721 400
Dette en cours de refinancement	20 ((
Reclassement / Redressement	21			
Dette à long terme	22	9 010 100	4 000 000	721 400

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	12 288 700
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	3 176 222
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	660 137
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
Autres		
▪	13	
▪	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	14 804 785
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	16	
Endettement net à long terme	17	14 804 785
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	
Communauté métropolitaine	19	52 730
Autres organismes	20	797 000
Endettement total net à long terme	21	15 654 515
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	11 026 000
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	11 026 000
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote- part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	26 680 515
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	59 762	59 754	61 174
Autres	3	564 045	563 889	1 275 914
Sécurité publique				
Police	4	2 304 387	2 304 068	2 179 403
Sécurité incendie	5	1 273 496	1 273 319	1 188 095
Sécurité civile	6	4 980	4 979	5 159
Autres	7	43 398	43 392	36 852
Transport				
Réseau routier	8	23 478	23 475	5 896
Transport collectif	9	2 046 130	2 045 847	1 886 065
Autres	10	41 976	41 970	37 589
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	265 371	265 334	243 221
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	10 672	10 670	14 741
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	81 432	81 297	72 407
Autres	17	12 806	12 804	11 793
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	12 095	12 093	9 581
Rénovation urbaine	19	21 344	21 341	20 637
Promotion et développement économique	20	194 818	194 758	186 676
Autres	21	6 403	6 402	5 159
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	133 041	133 023	126 769
Activités culturelles	23	277 466	277 427	260 909
Réseau d'électricité				
	24			
	25	7 377 100	7 375 842	7 628 040

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020*Non audité*

		2020	2019
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 586 386	3 662 049
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	1 586 386	3 662 049

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	11,00	35,00	19 050,00	*****	*****	*****
Professionnels	2	1,00	35,00	1 820,00	*****	*****	*****
Cols blancs	3	21,00	35,00	35 105,00	*****	*****	*****
Cols bleus	4	16,00	36,00	31 918,00	*****	*****	*****
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	49,00		87 893,00	*****	*****	*****
Élus	9	7,00			159 807	52 407	212 214
	10	56,00			*****	*****	*****

- Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
- En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	2 561 984	1 070 228	25 676	65 880	3 723 768
	17	2 561 984	1 070 228	25 676	65 880	3 723 768

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	27 579	31 745
	4	27 579	31 745
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	251 503	233 106
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	251 503	233 106
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26		
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39		
Réseau d'électricité			
	40		
	41	279 082	264 851

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Paola Hawa	Maire	35 163	17 044	20 368	
Dana Chevalier	Conseiller	11 721	5 860		
Ryan Young	Conseiller	11 721	5 860		
Francis Juneau	Conseiller	11 721	5 860		
Yvan Labelle	Conseiller	11 721	5 860		
Denis Gignac	Conseiller	11 721	5 860		
Thomas Broad	Conseiller	11 721	5 860		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

OUI NON S.O.

- | | | | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|--------------------------|---|-------------------------------------|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | 3 000 000 \$ | | |
| 2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH? | 2 | <input type="checkbox"/> | 3 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| | | | 4 | <input type="checkbox"/> |

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

- | | | | | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|--------------------------|---|-------------------------------------|
| 3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 5 | <input type="checkbox"/> | 6 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 | 7 | | | \$ |
| 4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 8 | <input type="checkbox"/> | 9 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 5. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes : | | | | |
| Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille | 10 | | | \$ |
| Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement | 11 | | | \$ |
| Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille | 12 | | | \$ |
| Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value | 13 | | | \$ |
| Ligne 12 : Placements de portefeuille | 14 | | | \$ |
| Ligne 13 : Débiteurs | 15 | | | \$ |
| Ligne 14 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement | 16 | | | \$ |
| Ligne 15 : Provision pour moins-value | 17 | | | \$ |
| Ligne 18 : Créanciers et charges à payer | 18 | | | \$ |
| Ligne 19 : Revenus reportés | 19 | | | \$ |

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	OUI	NON	
6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :			
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	20 <input type="checkbox"/>	21 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	22 _____		\$
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2020	25 _____	826 386	\$
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	28 _____		\$
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	31 _____		\$
7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	34 <input type="checkbox"/>	35 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :			
8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :			
a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	36 <input type="checkbox"/>	37 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	38 _____		\$
b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	39 <input type="checkbox"/>	40 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	41 _____		\$
9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	42 <input type="checkbox"/>	43 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	44 _____		\$
b) autres formes d'aide	45 _____		\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

10. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2020
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2020 46 _____ \$
- Facteur comparatif de 2020 47 _____
- Valeur uniformisée 48 _____ \$
11. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2020 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ 49 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet ERL :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 50 _____ \$
 - Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 51 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement 52 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 53 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement :
- Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :
- a) Numéro de la résolution 54 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 55 _____
12. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?
- 56 57
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 58 _____ 02-030-17
- b) Date d'adoption de la résolution 59 _____ 2017-02-13
13. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 60 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 61 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 62 _____
- d) Nombre et race de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8 et 9) : 63 _____
- Indiquer la race de chien
- e) Nombre et race de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et (art. 10) : 64 _____
- a causé sa mort

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Indiquer la race de chien

- lui a infligé une blessure grave

65 _____

Indiquer la race de chien

- f) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)
- g) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité

66 _____

67 _____

Dispositions pénales

- h) Nombre de constats d'infraction délivrés par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du Règlement (art. 33, 34, 35, 37, 38 et 39)
- i) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

68 _____

69 70

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au trésorier de la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue,

Opinion

J'ai effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (ci-après l' « état »).

À mon avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard du l'audit du tableau » du présent rapport. Je suis indépendant de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à mon audit du tableau au Canada et je me suis acquitté des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

J'attire l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. Le tableau a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le tableau ne puisse se prêter à un usage autre. Mon opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard du tableau

La direction est responsable de la préparation du tableau conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un tableau exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'état

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le tableau est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs du tableau prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- j'identifie et évalue les risques que le tableau comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et mets en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- j'acquiert une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville ;
- j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Daniel Tétreault CPA Inc.
Amos, le 12 février 2021

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	11 352 067
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	3 806 779
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	7 545 288

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	813 465 105
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	826 947 105
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	820 206 105

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2020 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	0,9199 / 100 \$
----------------------------------------------------------------------------	----	------------------------

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

OUI NON S.O.

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 2

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

3 4

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

5 6

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

7 8

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

9 10 11

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

12 13 14

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

15 16 17

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

18 19 20

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

21 22

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Michael Finnerty, atteste que le rapport financier de Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 12 avril 2021.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2021-04-08 17:30:25

Date de transmission au Ministère : 2021-04-13

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020		2019
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	18 331 115	18 961 366	18 442 316
Investissement	2		1 136 108	366 374
	3	18 331 115	20 097 474	18 808 690
Charges	4	19 921 683	18 494 048	17 993 787
Excédent (déficit) de l'exercice	5	(1 590 568)	1 603 426	814 903
Moins : revenus d'investissement	6 (	)	( 1 136 108)	(366 374)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(1 590 568)	467 318	448 529
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	2 275 000	2 308 711	2 185 014
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	721 400)	(582 064)	(620 294)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	)	( 30 201)	(252 909)
Excédent (déficit) accumulé	12	36 968	112 946	(395 965)
Autres éléments de conciliation	13			
	14	1 590 568	1 809 392	915 846
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		2 276 710	1 364 375

Extrait du rapport financier, pages S16 et S17

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020	2019
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	6 979 161	1 184 854
Débiteurs	2	3 289 400	3 015 833
Placements de portefeuille	3		
Autres	4		
	5	10 268 561	4 200 687
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dettes à long terme	7	12 217 915	8 957 855
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	1 302 829	1 233 428
Autres	9	2 770 703	2 358 041
	10	16 291 447	12 549 324
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(6 022 886)	(8 348 637)
Actifs non financiers			
Immobilisations	12	32 295 195	33 017 520
Autres	13		
	14	32 295 195	33 017 520
Excédent (déficit) accumulé	15	26 272 309	24 668 883

Extrait du rapport financier, page S8

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020	2019
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	16	4 724 457	2 814 413
Excédent de fonctionnement affecté			
▪	17		
▪ Hôpital	18	1 973 117	2 020 361
▪ Travaux reportés	19	318 000	548 000
▪ Stationnement	20	3 250	3 250
▪	21		
▪	22		
▪	23		
▪	24		
▪	25		
	26	2 294 367	2 571 611
Réserves financières	27		
Fonds réservés	28	1 389 918	1 304 055
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29	(373 157)	(288 974)
Financement des investissements en cours	30	(3 176 222)	(7 117 063)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	31	20 666 632	24 806 893
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	32		
	33	26 272 309	24 668 883

Extrait du rapport financier, page S23-1

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	14 804 785
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	26 680 515

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	11 628 563	8 210 627
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises ¹	7	660 137	799 473
Autres	8		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	12 288 700	9 010 100

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020		2019
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	11	11 662 933	11 352 067	11 233 330
Compensations tenant lieu de taxes	12	3 697 470	3 792 284	3 896 527
Quotes-parts	13			
Transferts	14	2 085 333	2 587 660	2 042 174
Services rendus	15	183 112	90 675	384 004
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	599 600	1 039 152	734 278
Autres	17	102 667	99 528	152 003
	18	18 331 115	18 961 366	18 442 316
Investissement				
Taxes	19			
Quotes-parts	20			
Transferts	21		1 136 108	366 374
Autres	22			
	23		1 136 108	366 374
	24	18 331 115	20 097 474	18 808 690

Extrait du rapport financier, page S16

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget 2020	Réalizations 2020		Total	Réalizations 2019
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Administration générale	1	3 251 921	2 988 346	118 154	3 106 500	3 430 476
Sécurité publique						
Police	2	2 304 387	2 304 068		2 304 068	2 179 403
Sécurité incendie	3	1 273 496	1 273 319		1 273 319	1 188 095
Autres	4	567 060	525 974	17 415	543 389	555 535
Transport						
Réseau routier	5	2 719 009	2 094 931	1 661 910	3 756 841	3 516 809
Transport collectif	6	2 111 584	2 111 292		2 111 292	1 929 550
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	785 097	935 312	279 918	1 215 230	1 107 980
Matières résiduelles	9	466 632	471 818	4 513	476 331	405 826
Autres	10					
Santé et bien-être	11	94 238	94 101		94 101	84 200
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	966 002	846 930		846 930	730 022
Promotion et développement économique	13	300 971	259 306		259 306	283 998
Autres	14					
Loisirs et culture	15	2 505 063	2 000 858	226 801	2 227 659	2 317 042
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	301 223	279 082		279 082	264 851
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	17 646 683	16 185 337	2 308 711	18 494 048	17 993 787
Amortissement des immobilisations	20	2 275 000	2 308 711	(2 308 711)		
	21	19 921 683	18 494 048		18 494 048	17 993 787

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	1 136 108	366 374
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations - Acquisition	2 (	1 586 386)	(3 662 049)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 ()
Financement à long terme des activités d'investissement	4	4 000 000	
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	30 201	252 909
Excédent accumulé	6	360 918	106 197
	7	2 804 733	(3 302 943)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	3 940 841	(2 936 569)

Extrait du rapport financier, page S18